



Obligations légales au regard des instruments économiques

Congrès ACR+

Gênes – 26 octobre 2011



L'association nationale au service des collectivités territoriales, des associations et des entreprises



Les dispositifs français de responsabilités élargies des producteurs : un exemple pour l'Europe?

- **L'application d'une REP européenne**
 - ▶ Piles et accumulateurs (2001), DEEE (2006), VHU (2006)
- **Une réponse à une législation européenne**
 - ▶ Lubrifiants (1979), Emballages (1992), Médicaments (1993)
- **Une législation nationale**
 - ▶ Imprimés (2005), Textiles (2007), Pneumatiques (2004)
 - ▶ Déchets de soin (2011), Déchets dangereux (2011), Bouteille de gaz (2011), Meubles (2012)
- **Un accord volontaire**
 - ▶ Cartouches et produits informatiques (2000)
 - ▶ Déchets agricoles (2001)

LE PRINCIPE DE L'ÉCO-CONTRIBUTION



Les éco-organismes dits « financeurs » du type « Eco-Emballages »



Les éco-organismes dits « organisateurs » du type DEEE*

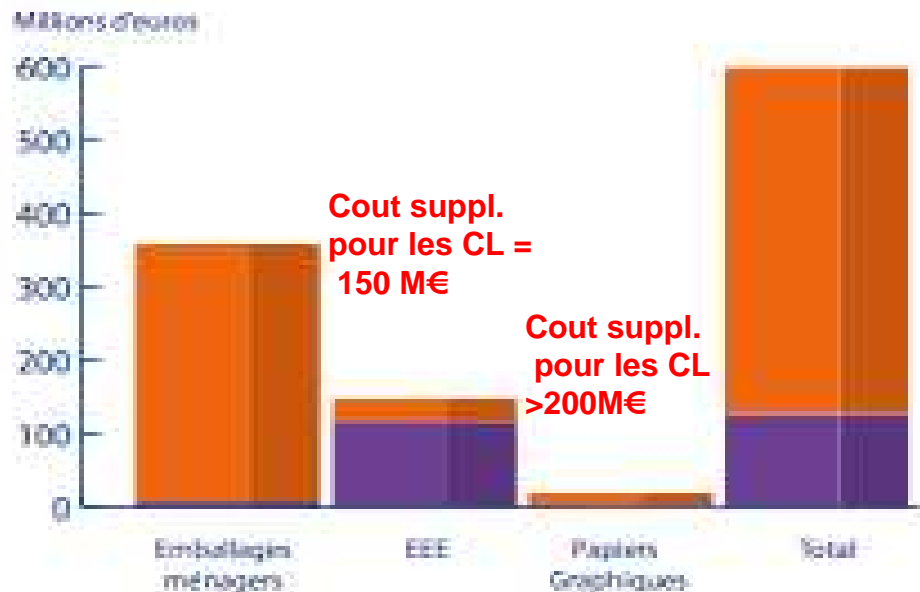
*DEEE : Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques





Financement par les REP : Attention aux pièges !

Cout suppl. pour
les CL > 600 M€



Soit environ 10% du
cout de la gestion ds
déchets ménagers en
France (7 Md€)

Des négociations très
dures ou tous les
coups sont permis...



Montant total des soutiens versés aux
collectivités pour les opérations de collecte
et/ou de tri et la communication



Montant total des éco-contributions
consommées par les éco-organismes pour les
frais de gestion interne et/ou la gestion des
flux de produits usagés



Les performances de collecte sélective des REP

- ▶ Emballages (agrément 1993) : **65%**
- ▶ Déchets agricoles (agrément 2001) : **10 à 66%**
- ▶ DEEE (agrément 2006) : **27%**
- ▶ Piles et accumulateurs (agrément 2008) : **81%? env. 25%**
- ▶ Imprimés (agrément 2007) : **54%**
- ▶ Textiles (agrément 2009) : **17%**
- ▶ Déchets de soin (agrément 2011) : **15% ?**
- ▶ Déchets dangereux des ménages (agrément 2011) : **30 à 50%?**
- ▶ Bouteille de gaz (agrément 2011) : **90% ?**
- ▶ Pneumatiques (agrément 2012) : **90%?**
- ▶ Meubles (agrément 2012?) **<10% ?**
- ▶ VHU (néant) : **73%**
- ▶ Cartouches et produits informatiques (pas d'agrément) **<10%?**
- ▶ Lubrifiants (pas d'agrément) : **90% ?**
- ▶ Médicaments Non Utilisés (pas d'agrément) : **47%?**

- **Bilan globalement positif : création de filières de recyclage, professionnalisation de filières existantes, création d'emploi et de richesse, bonne efficacité globale.**
- **Des réserves :**
 - Faible appropriation par les consommateurs et les habitants (information, signalétique, green washing...)
 - Perte de contrôle des méga-éco-organismes
 - Retard important de mise en place des obligations des REP
 - Relation complexe et conflictuelle entre collectivités, opérateurs et éco organismes.
 - Tendance à ne financer que la part collectée sélectivement (qui ne doit donc pas trop augmenter...paradoxe !)
 - La REP ne concerne que 1/3 de la poubelle et 10% du financement
 - Risque inflationniste en terme de coûts pour les collectivités

- Généraliser le principe de REP à tous les déchets sous des formes adaptées (presse, déchets bricolage, matériel de loisirs, jouets, textiles sanitaires, Déchets organiques (!)...+Taxe balai.
- Couverture de la totalité de chaque gisement (en contribution sur la production et en soutien aux filières de traitement)
- Introduire plus d'incitation à la prévention et au recyclage dans les contributions et l'action des éco organismes en amont.
- Assurer un meilleur contrôle des éco-organismes (autorité indépendante de contrôle et de régulation)
- Faire évoluer la gouvernance (organismes publics privés?)
- Meilleure information du consommateur/habitant.
- Renforcement des capacités d'expertise et de négociations des représentants des collectivités et benchmark européen.



Merci de votre attention